

LA LIBRE BELGIQUE

Acceptons provisoirement les sacrifices qui nous sont imposés...
et attendons patiemment l'heure de la réparation.

Le Bourgmestre,
ADOLPHE MAX.

Envers les personnes qui dominent par la force militaire notre pays,
avons les égards que commande l'intérêt général. Respectons les
règlements qu'elles nous imposent aussi longtemps qu'ils ne portent
atteinte ni à la liberté de nos consciences chrétiennes ni à notre
Dignité Patriotique.
M^r MERCIER.

BULLETIN DE PROPAGANDE PATRIOTIQUE — RÉGULIÈREMENT IRRÉGULIER

NE SE SOUMETTANT A AUCUNE CENSURE

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE :

KOMMANDANTUR - BRUXELLES

BUREAUX ET ADMINISTRATION

ne pouvant être un emplacement
de tout repos, ils sont installés
dans une cave automobile

ANNONCES : Les affaires étant nulles
sous la domination allemande, nous
avons supprimé la page d'annonces et
conseillons à nos clients de réserver
leur argent pour des temps meilleurs.

APPEL AUX NEUTRES.

Nous conjurons tous les neutres de méditer ces paroles d'un Américain, John Jay Chapman, jugeant la situation actuelle dans un article publié par le *New York Evening Post*, et reproduit par le *Times* du 7 avril 1915 (p. 8) :

« Jamais avant cette guerre, il n'y a eu d'exemple d'une nation proclamant son intention de rompre les traités selon son bon plaisir, et partant, en conséquence, en guerre contre son voisin le plus proche, la proximité de celui-ci constituant le motif de la guerre.

» La théorie stricte de la loi internationale doit interpréter cette situation à peu près de la façon suivante : la nation qui se livre à l'agression, par le fait qu'elle manifeste sa volonté de ne pas se soumettre aux traités, se met hors la loi. Tous les non-combattants sont justifiés à fournir leur assistance pour la réduire, et ce sans déclaration de guerre. Cette affaire n'est pas du domaine de la guerre. Il s'agit de la suppression de celui qui s'est mis hors la loi. »

L'auteur, appréciant les mesures prises par le Gouvernement britannique pour parer aux agressions des marins allemands, transformés par ordre supérieur en forbans et en assassins, conclut que l'Angleterre fait ce qu'elle a de mieux à faire, et envisage avec lucidité ce cas sans précédent.

Ce jugement porté par un neutre sur la grande nation qui a affronté résolument toutes les horreurs de la guerre afin que l'on pût ne pas désespérer de l'avenir de l'Humanité, ce jugement en appelle un autre : nous nous tournons vers les nations neutres, vers toutes les nations neutres (en ne faisant d'exception que pour le seul Danemark qui, encerclé par la flotte allemande et mis dans l'impossibilité d'agir, peut et doit être mis hors de cause), et nous leur demandons : « Et vous aussi, faites-vous ce que vous avez de mieux à faire? Votre façon d'envisager ce cas sans précédent ne dénote-t-il pas les sentiments les plus inavouables : l'égoïsme et la peur? »

Chapman ne fait allusion qu'à deux faits : l'agression contre la Belgique et l'organisation du brigandage au sein de la flotte allemande. Et ces deux faits eussent dû suffire, non seulement pour imposer silence aux stupéfiantes récriminations que le Gouvernement des Etats-Unis a adressées à l'Angleterre, mais encore pour coaliser toutes les nations civilisées contre ceux qui « se sont mis hors la loi ».

« Comment? Une grande puissance qui, d'accord avec les autres, avait exigé d'abord que la Belgique demeurât perpétuellement neutre, a brusquement exigé ensuite que cette neutralité, nous la violions à son profit contre ses cosignataires! Elle avait assumé le devoir de nous garantir. Or, lâchement, elle nous a sauté à la gorge. L'Histoire vit-elle jamais parjure plus flagrant? Non, sans cynisme, l'Empire allemand l'a reconnu par la voix de son Chancelier le 4 août 1914, à la tribune du

Reichstag. Et devant un tel crime, qu'ont fait, qu'on dit les quarante-deux Etats qui inscrivirent solennellement à l'article premier d'une de leurs conventions de La Haye : « Le territoire » des puissances neutres est inviolable? »

» Ce n'est pas en cela seulement... que le Droit a été manifestement et impudemment outragé. Un accord consenti aussi à La Haye par des Etats sous le titre de : Lois et coutumes de la guerre sur terre, stipulait quelques règles impératives, minimum des exigences qu'impose aux belligérants le respect de la vie humaine et de la propriété d'autrui. Or, de toutes ces prescriptions, il n'en est pas une, non, pas une, dont la méconnaissance par les Allemands ne soit manifestement établie. A peine leurs armées eurent-elles forcé notre territoire, qu'elles s'y ruèrent au pillage, au massacre et au viol. Signées par leurs chefs militaires ou civils, leurs proclamations érigeaient en système d'atroces punitions collectives. Par milliers, des non-combattants, et parmi eux des prêtres, des vieillards, des femmes et des enfants, ont été fusillés ou torturés. Par milliers, d'autres furent déportés en Prusse. Sans aucune nécessité stratégique, des villes non défendues furent bombardées. Des sanctuaires célèbres, des établissements scientifiques et charitables, des merveilles d'art furent anéantis. Le vol a été organisé en gros, comme une entreprise. Ce n'est plus la guerre, pas plus qu'un assassinat n'est un duel. C'est une effroyable accumulation de crimes de droit commun et d'atrocités sanglantes. En face de ces crimes, qu'ont dit, qu'ont fait tous les Etats dont le laborieux accord se trouve ainsi bafoué? Quelle est la voix officielle qui s'est élevée pour protester? Droit des gens, lois de la guerre, droit naturel, à quoi servent donc ces grands mots, sinon à duper les faibles, et à permettre aux forts de s'en réclamer chaque fois qu'ils y trouvent eux-mêmes quelque avantage. »

C'est en ces termes que, dans son éloquente préface de *La Belgique Martyre*, M. Carton de Wiart résume les plaintes de ceux qui désespèrent de la conscience humaine. L'auteur de la préface ajoute qu'il ne faut pas tolérer pareil langage, et que notre légitime défense doit être faite, et rester faite en même temps du recours aux armes et du recours au Droit.

Assurément, nous devons recourir au Droit. Mais c'est à l'unique fin d'y recourir et d'en assurer le tardif triomphe que nous exprimons notre indignation à tous les Gouvernements qui se réfugient dans une injustifiable abstention, et laissent à la Triple-Entente et à ses trois fidèles Alliés, la Belgique, la Serbie et le Monténégro, l'honneur d'être seuls à défendre le monde contre cette Welt-Politik, ce brigandage universel par lequel la caste militaire allemande, et à sa suite la nation tout entière, s'efforcent de réaliser leur rêve : *Deutschland uber alles.*

Oh! nous ne l'ignorons pas : le monde n'a plus rien à redouter aujourd'hui des mauvais desseins de l'Allemagne. Il peut respirer désormais, et il respire en effet. Il a assisté à

l'effondrement des efforts accomplis coup sur coup par l'armée allemande pour prendre Paris, Nancy, Calais, Varsovie. Il voit cette armée vouée à l'écrasement final. Dès lors, pourquoi prendre part à l'œuvre de défense de la civilisation ! Cette œuvre est en de bonnes mains, et il suffira de laisser les forces allemandes succomber sous l'étreinte progressive de la Triple-Entente.

Et l'on appuie pareil raisonnement de ce mot suggestif : *guerre d'usure* !

Guerre d'usure : cela veut dire que lorsque tous les effectifs austro-allemands auront été anéantis, la paix régnera de nouveau sur la terre. Il suffira, pour en arriver là, que quelque douze millions d'Allemands et d'Austro-Hongrois aient été faits prisonniers, gravement blessés ou tués. (Après huit mois de guerre, on n'a pas atteint 25 % de l'usure nécessaire.) Et l'on calcule avec infiniment de raison que lorsque l'usure sera complète, et lorsque les Alliés auront de leur côté perdu, eux aussi, douze millions de combattants, il leur restera une réserve de plusieurs millions d'hommes bien armés et bien équipés, grâce auxquels ils tiendront l'Allemagne à leur merci.

Et voilà pourquoi les neutres font preuve de la plus grande sérénité : le péril germain qui pesait sur leurs destinées n'existe plus. Ils peuvent désormais vaquer à leurs affaires sans aucune crainte pour l'avenir, et même manifester un très vif mécontentement si l'Angleterre a l'audace de leur causer quelque dommage dans les mesures qu'elle prend pour arriver plus promptement à la paix !

Au début des hostilités, le Kaiser, voyant s'effondrer, grâce à l'intervention britannique, le rêve enfantin qu'il avait caressé : celui d'une promenade militaire, menée successivement et en quelques semaines jusqu'à Paris et jusqu'à Saint-Petersbourg, le Kaiser, qui à ce moment pouvait encore sauver sa couronne, a préféré se jeter tête baissée dans l'abîme de carnage et de barbarie qui s'ouvrait sous ses pieds. Et il a prononcé cette parole historique, qui suffit à lui faire une place à part parmi les grands criminels qui déshonorèrent l'humanité : « ... Jusqu'au dernier souffle de l'homme et du cheval ! »

Les Gouvernements neutres font en sorte que le vœu impérial s'accomplisse : le Kaiser sera proscrit ; l'œuvre des Frédéric II et des Bismarck sera à jamais détruite, mais du moins, grâce à la complicité des neutres, le second Attila aura la satisfaction de finir dans la plus sanglante apothéose qui ait jamais été réalisée au cours des siècles.

Dans les polémiques auxquelles s'est livrée la presse italienne au sujet de la participation à la guerre, on a fait observer qu'il ne s'agissait pas de « faire du sentiment ».

Ne faisait-il pas du sentiment, ce député qui rappela au ministre Salandra que l'Italie est garante de la neutralité du Luxembourg. Et ne faisaient-ils pas du sentiment, les dix mille hommes qui vinrent, à la suite des héroïques petits-fils de Garibaldi, mêler le sang italien au sang français ? Le sentiment de la solidarité humaine, le sentiment du devoir vis-à-vis de la famille, de la Patrie, de l'Humanité, n'est-ce pas là tout ce qui fait la noblesse de l'homme ? N'est-ce pas ce qui détermina la petite Belgique à opposer une résistance désespérée à la plus formidable armée du monde ? N'est-ce pas ce qui, dans de multiples circonstances, poussa les intrépides marins anglais à s'exposer à la mort pour retirer des flots non seulement leurs compatriotes, mais même leurs ennemis ? N'est-ce pas ce qui pousse tout homme digne de ce nom, témoin d'un acte de violence, à s'élaner au secours de la victime, fût-ce au péril de ses jours ?

Et que dire de celui qui, voyant un malfaiteur se jeter sur un passant inoffensif, resterait impassible et dirait : « Il me semble que le bon droit est du côté de celui-ci, et que celui-là a tous les torts. Mais, n'étant pas infallible, je ne dois rien précipiter. Je vais observer attentivement les péripéties de la lutte. Je me réserve même d'ouvrir une enquête après coup. Et lorsque je me serai bien documenté, je rendrai un avis solidement motivé. »

Et voilà ce que font les neutres, ou du moins les Gouvernements neutres. Voilà, notamment, l'attitude qu'a prise le Gouvernement des Etats-Unis, répondant à la mission belge qui venait lui demander justice.

Peut-être nous reprochera-t-on de faillir aux devoirs de la reconnaissance en nous plaignant du Gouvernement des Etats-Unis, et d'oublier l'admirable élan qui s'est produit au sein

de la grande République américaine pour secourir nos populations lorsque l'agresseur teuton, non content de promener partout en Belgique le pillage, l'incendie et l'assassinat, laissa les territoires envahis exposés à toutes les horreurs de la famine.

Nous n'ignorons pas ce que nous devons à tous ceux des citoyens des Etats-Unis qui prirent part à cette grande œuvre de solidarité humaine. Et notre gratitude est plus grande encore pour ceux d'entre eux, les Roosevelt, les Church, les Chapman, qui firent entendre à l'adresse de nos bourreaux ces protestations indignées dont les échos ne se répercutèrent pas, hélas, dans les sphères gouvernementales.

Mais quelque réconfortants que soient pour nous les accents de réprobation des uns et les généreuses protestations des autres, qu'on ne nous demande pas d'étendre notre reconnaissance à ces nombreux Américains qui ne se laissèrent point émouvoir par les crimes de l'Allemagne, et dont l'indifférence a rendu possible l'abstention gouvernementale.

Le monde entier a vu l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en conflit avec toutes les nations européennes, les premières voulant qu'une « guerre de châtement » fût faite à la Serbie, les autres demandant que la question austro-serbe fût résolue dans une conférence.

Le monde entier a vu l'Allemagne passer outre aux vœux de toute l'Europe. Il l'a vue inaugurer les hostilités par cet acte de forfaiture qui, de l'aveu de son propre chancelier, constituait une flagrante atteinte au droit des gens : la violation de la neutralité belge.

Le monde entier a vu l'Allemagne signaler son agression par des actes de férocité qui sont en opposition directe, non seulement avec tous sentiments humains, mais encore avec les conventions formelles auxquelles elle avait souscrit.

Il l'a vue recourir, pour s'assurer la victoire, à tous les procédés qui relèvent de la félonie et de la trahison : les automobiles blindées amenées au centre du combat, couvertes par la croix-rouge, l'usage du drapeau blanc et des uniformes belges, permettant aux soldats allemands de s'approcher de nos troupes sans rencontrer de résistance, et de se démasquer au dernier moment. Et puis, ce stratagème odieux entre tous, et dont, depuis quatre siècles on n'avait plus trouvé d'exemple dans les annales des forfaits humains : les soldats marchant au combat protégés par des boucliers vivants, — prisonniers de guerre ou non-combattants, — et éclipant la sauvagerie des luttes du XVI^e siècle en poussant devant eux des femmes entièrement nues... Et les neutres restent impassibles !

Mais pourquoi, naïfs que nous sommes, demandons-nous aux neutres de s'émouvoir de ces abominations ? Pourquoi voudrions-nous qu'ils ne fussent pas convertis aux grands principes de la *Deutsche Kultur*, et n'applaudissent pas à ces déclarations que le général von Diesfürth a fait paraître dans les *Hamburger Nachrichten* :

« En toute franchise, nous sommes et devons être des Barbares, si par ce mot, nous entendons ceux qui conduisent sans merci la guerre jusqu'au bout... Nous ne devons d'explications à personne. Nous n'avons rien à justifier ni rien à expliquer. Tout acte, de quelque nature qu'il soit, accompli par nos troupes pour décourager, battre et détruire nos ennemis, est un acte courageux, une bonne action, et est complètement justifié... L'Allemagne est suprême, elle est arbitre de ses propres méthodes... »

Voilà qui s'appelle parler : les professions de foi de Bonnot et de sa bande ne sont pas plus catégoriques. D'ailleurs, pendant que le Gouvernement impérial prenait, aux conférences de La Haye, l'engagement formel de respecter, en cas de guerre, certaines règles de droiture et d'humanité, les théoriciens allemands, les Treitschke et les Bernhardt, nous déclaraient, au contraire, que l'Allemagne ferait bon marché de tout scrupule.

Or, la pratique a pleinement confirmé la théorie, et de nouveaux théoriciens viennent glorifier cette pratique.

Mais nous pensions, il y a quelques mois, que les hommes capables de défendre pareille théorie, et de se livrer à pareille pratique, étaient plus stupides encore que criminels, et que tous, chefs de bande ou chefs de gouvernement, se briseraient contre cet obstacle formidable : la conscience mondiale. Erreur : il sera dit que l'Allemagne a eu raison de descendre

au niveau des criminels de droit commun, que tel était bien le moyen le plus efficace de « battre et détruire ses ennemis » et que le monde appartient à celui qui se montrera le plus cynique, le plus violent, le plus féroce.

Eh bien, non : nous voulons croire que cette ignominie, dont les Gouvernements neutres nous donnent le spectacle, n'est pas irrévocable. Mais cette ignominie, nous la touchons du doigt. Et en attendant qu'elle disparaisse, nous avons le droit de la dénoncer et de la flétrir,

Les neutres ne se rendent-ils pas compte qu'une attitude énergique concilierait leurs intérêts avec leurs devoirs envers l'Humanité, et amènerait peut-être, sans leur coûter une goutte de sang, la réalisation de leurs vœux, eu même temps que la prompte conclusion de la paix ?

Oh ! nous ne leur demandons pas d'offrir leurs bons offices aux belligérants, à l'exemple du Président des Etats-Unis, intervenant, en 1905, entre la Russie et le Japon. Ce que l'on a pu faire, il y a dix ans, on ne peut le recommencer aujourd'hui sans s'exposer à être victime et complice tout à la fois d'une colossale duperie, et sans faire litière de toute dignité : on ne négocie pas avec les hommes qui mettent en pratique la théorie du chiffon de papier. On ne s'interpose pas entre l'apâche et sa victime, si ce n'est la menace à la bouche et le revolver au poing.

Tel est le devoir impérieux qui s'impose aux neutres sous peine de se déshonorer à tout jamais : qu'ils s'adressent aux bandits qui, depuis près de neuf mois, se signalent, non pas seulement par le carnage des champs de bataille, mais par la rapine, l'incendie, le viol et l'assassinat, et qu'ils leur fassent savoir que l'horrible tragédie a assez duré.

Qu'ils les mettent en demeure de procéder immédiatement à la libération des populations qu'ils tiennent opprimées sous leur joug, et d'autre part d'évacuer leurs territoires qu'ils ont envahis et de se soumettre aux conditions que leur imposeront les Alliés.

Qu'ils leur accordent un délai de quelques jours, et leur annoncent que, faute de les voir entrer promptement dans la voie de l'expiation, ils se joindront aux Alliés et lutteront jusqu'au triomphe définitif de l'humanité sur la barbarie.

Qu'ils leur fassent connaître surtout leur volonté de ne pas se contenter de serments, si solennels qu'ils puissent être, venant des glorificateurs des faux diplomatiques et des contempteurs de la foi jurée. Mais qu'ils se montrent résolus à rester sous les armes et prêts à entrer en campagne, jusqu'à ce que le péril germanique soit radicalement extirpé.

Et si la veulerie, la lâcheté humaine continue à prévaloir, et à rendre toute coalition impossible, ne se trouvera-t-il donc pas un seul Etat pour se libérer enfin de cette longue ignominie, et se réhabiliter aux yeux de l'Histoire, en se jetant résolument en avant, et en conjurant le monde entier de se joindre à lui dans la grande, sainte et tardive croisade dont il aura pris l'initiative.

Que si la terreur que répand la férocité prussienne est trop grande pour que l'on ose affronter sur le champ de bataille les hordes d'Attila II, que ne voyons-nous du moins les neutres collaborer, dans les conditions de prudence qui leur conviennent, à l'œuvre de délivrance pour laquelle les Alliés versent le meilleur de leur sang ? Que ne voyons-nous tous les Gouvernements organiser la production intense du matériel et des munitions de guerre, et fournir par là aux Alliés une peu reluisante, mais très effective coopération, qui les laverait quelque peu de l'opprobre que leur abstention leur vaudra devant la postérité ?

D'aucuns nous objecteront que c'est perdre notre temps de rappeler les hommes aux plus sacrés de leurs devoirs, de chercher à les faire sortir de l'abîme de lâcheté dans lequel ils s'enfoncent chaque jour davantage.

Non, ce n'est pas perdre notre temps. Lorsque l'Histoire infligera à l'attitude actuelle des neutres la flétrissure qu'elle mérite, il faudra que l'on sache que la réprobation des contemporains ne leur aura pas été épargnée. D'ailleurs la justice, la morale ne perdent jamais leurs droits, et toutes les fois qu'elles sont bafouées et foulées aux pieds, toutes les fois que le crime est triomphant, et qu'il ne reste plus aux victimes qu'un seul recours : la protestation, il importe que celle-ci s'élève d'autant plus vibrante et plus indignée qu'elle a moins de chances d'être entendue.

« Le crime », disons-nous. Ce mot ne dépasse pas notre pensée. Certes, nous ne prétendons pas que la culpabilité des neutres soit comparable à celle du plus monstrueux assassin que la terre ait porté : Guillaume II ; mais nous disons que la responsabilité qu'ils encourent est effroyable, que comme Lady Macbeth, ils portent désormais la trace indélébile du sang qu'ils laissent couler depuis Nieupoort jusqu'aux Vosges, depuis Memel jusqu'aux plaines de la Hongrie. Nous disons que nous ne voudrions pas, nous, Belges, échanger toutes les tortures qui nous ont été infligées, et nous serons encore infligées dans l'avenir, contre l'infamie de ceux qui assistent à notre martyre, et croient s'acquitter envers nous en nous produisant les témoignages de leur inutile sympathie.

Et puis, nous aussi, nous voulons croire au triomphe final du Droit. Nous voulons ne pas désespérer de la conscience humaine. Nous voulons croire que le jour viendra où ils se sentiront secoués d'un tardif remords, d'un frisson d'horreur et d'épouvante, ceux qui par leur abstention se sont faits les bourreaux de l'Humanité. (UN LECTEUR.)

UNE NOUVELLE INVENTION DIABOLIQUE DE LA « KULTUR ».

Après les gaz délétères ou asphyxiants et l'emploi de liquides enflammés ou bouillants, l'usage de projectiles remplis de vitriol devait naturellement venir dans une armée douée de science supérieure telle que l'armée allemande et qu'aucun des scrupules en usage chez les nations simplement civilisées n'arrête.

On signale depuis un certain temps que les Allemands font usage de légères grenades en verre remplies de vitriol et qui se brisent au moindre choc. L'adversaire qui reçoit un de ces projectiles en est grièvement brûlé et parfois même aveuglé, ou couvert d'atroces brûlures qui le rendent fou de douleur et incapable de résistance. HELBÉ.

UNE OPINION HOLLANDAISE.

Le *Telegraaf* publie un article de fond très remarqué, qui insiste sur les dangers qu'une victoire allemande ferait courir à la Hollande et qui fait ressortir que si l'Allemagne gardait la Belgique après la paix, c'en serait fait de l'indépendance hollandaise.

L'article attaque les écrits par lesquels des professeurs et d'anciens ministres allemands essayent d'excuser la violation des traités.

La victoire de la France et de l'Angleterre, dit le Telegraaf, est la meilleure garantie de notre indépendance. Le moment peut venir pour le pays le plus neutre et le plus patient où il ne reste qu'un seul moyen d'échapper à la destruction.

L'article conclut par ces mots :

Soyons forts, armons-nous jusqu'aux dents. Préparons-nous au pire, pour défendre notre honneur et notre dignité.

(Le Temps.)

LE SENTIMENT ITALIEN.

Cette hécatombe de deux mille innocents, plongés par trahison dans l'abîme, pendant qu'ils voguaient confiants vers leurs demeures ; ce massacre terrible qui ne trouve aucune justification, aucune explication, cette haine qui ne distingue, ni ne sent, ni ne sait et ne veut pas savoir, cette brutalité monstrueuse, nous, neutres encore écartés de la guerre, nous nous en souviendrons pour l'heure prochaine. Et nous demandons aux lâches qui nous dénie le droit de nous insurger contre les hordes envahies par une fureur bestiale, si les victimes du *Lusitania* peuvent seulement être pleurées ; nous demandons aux misérables qui ferment portes et fenêtres pour ne pas voir et sentir, si un peuple peut assister, les mains nues à ces saturnales funèbres. Allons, lâches, mettez le nez hors de la porte, et déclarez encore une fois que la « Kultur » allemande est préférable à la civilisation latine ; allons, neutralistes, un peu de courage encore et de cynisme... car nous, devant ce nouveau crime, nous sentons que ce serait une affirmation de civilisation que de pendre aux réverbères, à partir d'aujourd'hui, tout Allemand qui voyage encore en Italie. (Du *Popolo d'Italia*.)

UN MOT DE VICTOR-EMMANUEL.

Londres, 14 mai.

On mande de Rome au *Times* que, lors de sa réception, le prince de Bulow exposa au Roi les avantages qu'il y aurait pour l'Italie à accepter les dernières offres de l'Autriche.

Le Roi demanda à l'Ambassadeur quelles étaient les garanties de la permanence de ces offres.

M. de Bulow répondit : « La parole de l'Allemagne. »

Le Roi répliqua : « Il est trop tard pour qu'une pareille garantie soit acceptable. »

LA HAINE ALLEMANDE POUR L'ITALIE.

Amsterdam, 8 mai.

La *Gazette de Cologne*, en commentant la situation de l'Italie, écrit que la guerre semble inévitable. « Si nous en venions aux mains, ajoute l'organe allemand, la haine de l'Allemagne contre la Grande-Bretagne ne serait rien auprès de celle qu'elle nourrirait envers l'Italie pour sa conduite piteuse. Ce serait un fait sans précédent dans l'Histoire. »

On télégraphie de Copenhague au *Temps*, le 13 mai :

« Le correspondant du *Politiken* a eu une entrevue à Lugano avec un haut fonctionnaire italien qui a quitté Berlin en toute hâte, en route pour Rome. Il disait que le Gouvernement allemand compte déjà, depuis quelques jours, l'Italie comme ennemie, et que les Allemands sont enragés. Leur haine de l'Angleterre n'est rien en comparaison de leur haine de l'Italie. Il ajouta qu'il avait entendu dire par un officier d'état-major allemand que, aussitôt que l'armée allemande aurait passé la frontière italienne, la marche des Allemands sur Rome sera marquée partout par des villes en ruines. « *Nous ne pardonnerons ni aux femmes ni aux enfants. Notre guerre contre l'Italie sera la plus sanglante de l'Histoire. Nous allons traiter le Judas italien sans aucun ménagement.* » »

LEUR MENTALITÉ.

Du *Lokal Anzeiger*, de Berlin :

Nous ne voulons pas gagner l'amour des Américains, mais leur respect et la perte du Lusitania nous le procurera plutôt que cent batailles gagnées sur terre.

Quel est donc le sens du mot respect, en Allemagne ?

UN EXEMPLE À SUIVRE.

La lettre que nous reproduisons ci-dessous dénote bien la mentalité des Teutons; nous la faisons suivre de la réponse de notre compatriote, en engageant les Belges à suivre, le cas échéant, cet exemple :

« CHER MONSIEUR,

» Par la guerre, je suis seulement aujourd'hui dans la position de vous écrire, et je serais très bien aise si vous voulez continuer nos agréables relations d'affaires, s'il vous plaît.

» J'attends avec plaisir vos aimables ordres pour l'avenir, et dans cette agréable espérance, j'ai l'honneur à vous présenter, cher Monsieur, mes plus sincères salutations. »

Voici la réponse :

« MONSIEUR,

» J'ai bien reçu votre carte du . . . et vos offres de services. Je vous dirai que je n'aurai plus à y avoir recours à l'avenir. Nous avons ici un compatriote très versé dans votre partie et qui nous libérera du concours de l'étranger.

» D'autres raisons spéciales que vous connaissez ou devez deviner, me font un devoir strict de ne plus avoir recours à un produit allemand.

» Je constate que vous prenez plaisir à me « chérir ». Je regrette de ne pouvoir vous suivre dans cet ordre d'idées, car nous avons, nous, Belges, trop de raisons pour ne pas haïr, sans trêve et sans cesse, tout ce qui porte un nom devenu odieux pour nous.

» Je me borne à ne répondre que tout juste à vos civilités déplacées. »

DES ÉVÉNEMENTS DÉCISIFS SE PRÉPARENT.

(Extrait du discours de M. Ribot à la Chambre française.)

D'ici à quelques semaines, avant le 1^{er} juin, l'intention du Gouvernement est de vous soumettre des crédits provisoires pour le second semestre. Il a annoncé — et je le confirme — cette tribune — son intention de vous saisir de trois douzièmes pour les mois de juillet, d'août et de septembre. Nous avons plusieurs raisons de faire comme nous nous proposons d'agir.

La première, c'est qu'autant il était facile de se rendre compte en décembre que la guerre durerait au delà de juin et que, par conséquent, nous devions demander au moins six douzièmes pour marquer notre intention de soutenir la guerre avec énergie jusqu'à l'époque nécessaire, autant il serait difficile à cette heure, comme l'a dit M. Lloyd George à la Chambre des communes, de savoir ce qui se passera d'ici à octobre. *Des événements, en tout cas, se préparent qui pourront être décisifs et qui influenceront sur la durée de la guerre.* (Vifs applaudissements.)

Je n'ai pas de prophétie à faire plus que mon collègue de l'autre côté de la Manche; je puis dire cependant que quelle que soit la durée de la guerre, nous l'accepterons parce que c'est notre devoir, et que nous ferons tout pour parer aux difficultés (*applaudissements*); mais, enfin, nous ne savons pas à cette heure quels crédits nous seront nécessaires pour les trois derniers mois de l'année. Il vaut mieux réserver la question.

BRAVO !!!

La scène se passe dans la banlieue de Bruxelles, un dimanche, dans un café de campagne des plus fréquentés. (Nous préférons ne pas le nommer pour ne pas attirer d'ennuis à son propriétaire.)

Les consommateurs sont nombreux sur la terrasse et dans le jardin, car il fait beau et chaud et c'est le moment du repos; 4 heures. C'était aussi autrefois l'heure du concert.

Il fait calme et tranquille. Pas d'uniforme gris, rien qui nous rappelle l'esclavage et l'on se prend à désirer un peu de musique et à regretter l'absence des tziganes d'autrefois.

Tout à coup, une bande de soldats débouche du chemin. Ah! ils ne se laissent pas longtemps oublier! Ce sont des musiciens; ils déballet leurs instruments et s'installent.

Changement à vue: tout le monde se lève et s'en va. Cette fois, la musique était revenue... mais les auditeurs étaient partis.

Bravo! voilà une petite « manifestation tacite », si l'on peut s'exprimer ainsi, contre laquelle la force est complètement désarmée.

A moins (avec la « liberté », on peut s'attendre à tout), à moins que nous ne soyons un jour astreints à l'audition forcée des concerts de ces messieurs. Dans ce cas-là, une solution nous reste: l'ouate dans les oreilles. **HEURE.**

VOTRE CONSCIENCE EST-ELLE TRANQUILLE ?

Sur une page blanche de l'immense format du *Times*, en grosses lettres, se détachent ces quelques mots :

Votre conscience est-elle tranquille? Interrogez-la et demandez-vous pourquoi vous êtes confortablement chez vous au lieu de donner votre part à votre roi et à votre pays.

1. Êtes-vous trop vieux ?

Le seul homme qui est trop âgé est celui qui a plus de 38 ans.

2. Êtes-vous apte au service ?

Le seul homme qui ne peut honnêtement dire qu'il n'est pas apte est celui qui a sur ce point l'avis d'un médecin de l'armée.

3. Pensez-vous que vous ne pouvez quitter vos affaires ?

Le seul homme qui, dans cette grande crise, ne puisse quitter ses affaires, est celui qui travaille en ce moment pour le Gouvernement.

Si votre conscience n'est pas nette sur ces trois points, votre devoir est clair: *Enrôlez-vous aujourd'hui.*
Dieu sauve le Roi.

PRIÈRE DE FAIRE CIRCULER CE BULLETIN